

A travers les méandres de l'exercice du droit d'informer

La " Radio Sans Frontière Bonesha ", anciennement appelée " Radio Umwizero " ou " Radio de l'espérance " est une radio indépendante qui émet à partir de Bujumbura, la capitale burundaise, depuis 1995. Elle produit une variété d'émissions en Français, en Kirundi et en Kiswahili entrecoupées par des éditions et flashes de journaux du matin, de la mi-journée et du soir dans les trois langues.

RSF-Bonesha est équipée de deux émetteurs, du matériel de production numérique et informatique qui lui permet de couvrir 80% du territoire national ainsi que les zones frontalières de l'Est de la République Démocratique du Congo et du Sud du Rwanda. Son staff se compose de 43 professionnels burundais d'une compétence incontestable au regard des difficultés et défis auxquels ils font face comme tous les media indépendants et privés au Burundi.

Une radio aux origines novatrices d'une société en déliquescence...

La " Radio Umwizero " qui portera, à partir du mois d'avril 1999 le nom de " RSF-Bonesha ", a été créée en 1995 par l' " Association pour l'Action Humanitaire " (AAH-France) avec un financement de l'Union Européenne pour faire face à une situation de guerre et d'urgence. En effet, le Burundi était en proie à une intensification de la guerre civile déclenchée au lendemain de la tentative du putsch sanglant d'octobre 1993. Des attaques répétitives des rebelles ciblaient les ménages et les camps de déplacés dont les victimes se comptaient par centaines. Des assassinats à caractère politico-ethniques étaient commis au grand jour par des miliciens organisés dans la capitale Bujumbura où des maisons étaient pillées et détruites dans les quartiers populaires et périphériques.

Le paysage médiatique était envahi par une presse engagée politiquement et ethniquement derrière les partis politiques et pire encore, le public était abusé et terrifié par les émissions de la radio pirate " Rutomorangingo " aux allures de la tristement célèbre " Radio Télévision les Mille collines " (RTLM) largement impliquée dans la préparation du génocide d'avril 1994 au Rwanda qui a emporté plus d'un demi-million de tutsi et de hutus modérés.

Le Gouvernement d'alors offrait aux forces morales et politiques un espace d'expression excessivement réduit au niveau de l'unique " Radio Télévision Nationale du Burundi " (RTNB), arguant que les communiqués de presse des partis politiques ou des associations de la société civile critiquant la politique gouvernementale pouvaient faire empirer la situation. C'est ainsi que les communiqués et déclarations de la Ligue Burundaise des Droits de l'Homme étaient régulièrement censurés à la RTNB.

La création de " Radio Umwizero " constitua un véritable ballon d'oxygène en particulier pour les associations de la société civile muselées et incapables de s'exprimer, la RTNB étant la chasse gardée du pouvoir.

La voix des sans voix

La popularité de la RSF n'a cessé d'augmenter avec la diversification d'émissions et d'informations. Un rapport sur l'analyse d'impact et d'évaluation institutionnelle de RSF-Bonesha rendu public en avril 2002 par un consultant canadien, Réal Barnabé, montre qu'une des raisons de succès de la RSF-Bonesha réside dans la qualité du travail en équipe des journalistes. Le journal est présenté immédiatement après celui de la RTNB pour permettre aux auditeurs de suivre les deux journaux et de les comparer. La RTNB " présente des informations officielles et la RSF-Bonesha la complète en divulguant ce que les autorités ne veulent pas dire ou en mettant un accent sur la vraie nouvelle plutôt que sur ce que le pouvoir voudrait qu'on retienne ", d'après le rapport Réal Barnabé.

Cette stratégie a été bénéfique pour la société civile qui a besoin des media pour renforcer son lobbying et influencer sur les décisions de l'autorité politique. Ainsi, les déclarations, communiqués et autres actions de la Ligue Iteka, principale organisation burundaise de défense des droits de l'homme, sont relayés sur 80% du territoire national par la RSF-Bonesha.

Sur le plan politique, les années 2001 et 2002 ont été dominées par une controverse sur les négociations de paix d'Arusha et en conséquence, les membres des partis politiques et des associations qui ne s'inscrivaient pas dans la ligne du pouvoir étaient battus et emprisonnés par la police lors des manifestations ou réunions " non autorisées". Ces événements étaient chaque fois couverts par RSF-Bonesha au moment où la radio officielle les censurait. La RSF-Bonesha a également joué un rôle de premier plan dans la diffusion de l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi. A ce sujet, la Ligue Iteka a requis sa collaboration pour recueillir et diffuser les avis et considérations des citoyens issus des couches basses et moyennes de la population. Les personnes interrogées ont exprimé leurs critiques sans faux-fuyant à la satisfaction des auditeurs qui découvraient les véritables préoccupations de la population face à la tendance démagogique du pouvoir à minimiser les lacunes de l'accord de paix.

En dehors de l'actualité, les émissions populaires produites par la radio ou les studios radiophoniques spécialisés comme le Studio Ijambo ou le Studio Tubane ont diversifié les centres d'intérêt des auditeurs, augmentant ainsi la côte de popularité de la radio. Une enquête du Ministère de la Communication sur la consommation de l'information au Burundi montre que Bonesha était en mars 2000, la deuxième station la plus écoutée (41,50%), la première étant la RTNB. Une enquête plus récente effectuée en mai 2001 par une université américaine auprès de 400 personnes attribue à la RSF-Bonesha la première place avec un score de 67% de taux d'écoute alors que la RTNB est à 39,8%.

Du studio au cachot : la rançon de la liberté d'informer

Les relations entre la presse indépendante et le pouvoir au Burundi sont jalonnées de conflits depuis 1996. Il est vrai que la presse avait sombré dans les travers des divisions ethnico-politiques au cours des années 94 et 95 d'où la suspension de certains journaux par le Conseil National de la Communication d'alors. Mais la donne politique changera avec l'avènement du gouvernement issu du putsch du 25 juillet

1996. Le pouvoir ne devait plus avoir de justification des mesures de rétorsion prises abusivement à l'endroit de certains media indépendants, mais pendant les deux années seulement qui ont suivi le putsch, des journaux comme " La Nation " de l'ex-président Bagaza, la " Renaissance " du Dr A Birabuza , l' "Aube de la Démocratie " ont été inquiétés par les agents de la Documentation nationale (police présidentielle) en dehors de toute procédure légale, après que leurs promoteurs aient payé les frais d'imprimerie qui représentent plus de 80% du coût de production d'un journal. Sous la présidence de M. Appollinaire Ncutnamagara, le Conseil National de la Communication condamna la Documentation nationale pour avoir fermé illégalement l'agence d'information Net Press pendant 8 mois, occasionnant ainsi des pertes énormes à l'entreprise qui a dû mettre son personnel en chômage technique et continuer à payer le loyer car les clés des bureaux avaient été emportés par les policiers. Au cours de l'année 1999, les directeurs des agences de presse " Azania " et " Net Press " ainsi que le directeur des Publications du journal " Le Patriote " ont été abusivement emprisonnés.

Les journalistes de RSF-Bonesha n'échapperont pas à la règle des tracasseries politico-judiciaires. En mars 2001, la Documentation nationale est passée de la carotte au bâton en arrêtant Gabriel Nikundana, journaliste de RSF-Bonesha qui fut détenu dans ses cachots. Il y sera rejoint, le 15 mars 2001, par le Rédacteur en chef de la même radio, Abbas Mbazumutima. RSF-Bonesha avait en effet diffusé un extrait d'interview du Porte-parole des rebelles du Front National pour la Libération (FNL) dans lequel il démentait les alliances de son mouvement avec une autre faction rebelle, Front Pour la Démocratie (FDD). Il énumérait aussi les six conditions du FNL pour qu'il accepte de négocier le cessez-le-feu. (Voir le Rapport annuel de la Ligue Iteka, édition 2001).

Le pouvoir accusait les prévenus de faire le jeu des rebelles du FNL en leur tendant le micro alors qu'ils assiégeaient le quartier de Kinama situé à une dizaine de kilomètres de la capitale. Mais le paradoxe était que le même pouvoir était en pourparlers avec les rebelles et que des images et interviews accordés à ces derniers passaient occasionnellement à la RTNB.

Les deux journalistes seront libérés après une semaine contre paiement d'une amende transactionnelle de 100.000Fbu chacun. Leur dossier qui a été classé aussitôt mentionnait comme infraction " participation à des bandes armées " (articles 419 à 422 du code pénal) et la violation de l'article 44 du décret-loi N°1/006 du 21 mars 1997 régissant la presse au Burundi (Information faisant la propagande de l'ennemi de la nation burundaise en cas de guerre).

Gabriel Nikundana fera encore objet de menaces en janvier 2002 après avoir diffusé une information sur un cas de torture à la Documentation nationale. Il avait recueilli l'information à l'hôpital Prince Régent où les policiers faisaient soigner le malade encore sous choc de la torture.

Des succès mais aussi des défis

L'expérience et le succès de la RSF-Bonesha ne devraient pas voiler l'autre face. Le principal défi porte sur l'acquisition des fonds suffisants pour la continuité du service en toute indépendance. Une des critiques objectives formulées dans le rapport de

consultance de Réal Barnabé est que les journalistes de la RSF Bonesha manquent souvent de données du terrain. Au-delà du professionnalisme et de la déontologie, l'investigation sur le terrain reste incontournable pour la crédibilité de l'information. Cela exige des moyens humains, matériels et financiers alors le promoteur et principal de cette radio (AAH-France) a décidé de ne plus intervenir dans son financement depuis 1998.

La radio s'en tire difficilement par des contributions des organismes, institutions, pouvoirs publics oeuvrant pour la promotion des droits de l'homme, la bonne gouvernance, la démocratie, la paix et le développement. Des conventions de productions ont été réalisées avec l'UNICEF, Search for Common Ground, Projet Bonne gouvernance, le Bureau du Représentant des Nations Unies (UNOB), le HCR, le PNUD et le Programme Santé Information.

Mais ce partenariat ne suffit pas pour couvrir les charges. En janvier 2002, le représentant légal de la RSF-Bonesha, M. Antoine Ntamikevyo a tiré la sonnette d'alarme, devant le risque de fermeture de sa radio. Une telle issue serait catastrophique pour le pays et ses habitants car non seulement, la radio informe et éduque mais aussi participe à la stabilité politique. L'opinion se rappelle encore que lors de la tentative de putsch du 18 avril 2001, les Ministres de la Défense et de la Communication ont dû recourir à la RSF-Bonesha et à la Radio Publique Africaine (RPA) pour adresser leurs messages d'apaisement à la nation, après que la RTNB fut contrôlée pendant plus de 10 heures par les mutins.

Par **Jean-Marie Vianney Kavumbagu**

Secrétaire exécutif adjoint chargé de l'information à la Ligue Iteka

Administrateur du Site Web <http://www.ligue-iteka.bi>